

Reportage

Le taxi, une denrée rare à Lébamba

G.J.M.B.

Lébamba/Gabon

Les taxis, qui assuraient le transport des personnes et des biens dans la ville de Lébamba, ont depuis changé d'activité pour certains, et opté pour la desserte Lébamba/Mouïla (plus lucrative) pour d'autres, en raison de la dégradation de la voirie municipale, du coût élevé de la vignette et des tracasseries policières. La nature ayant horreur du vide, les clandos ont investi le secteur. Problème: s'ils rendent bien des services aux usagers, ils appliquent, malheureusement, des tarifs onéreux. Du coup, les Louvanois ne savent plus à quel saint se vouer.

DANS un passé récent, notamment en 2007, Lébamba, le chef-lieu du département de la Louétsi-Wano, dans la province de la Ngounié, disposait d'une trentaine de taxis. Il était alors plus ou moins aisé d'aller d'un endroit à un autre de la ville. Le moins que l'on puisse dire, est que cette période faste n'est plus aujourd'hui qu'un lointain souvenir. Et pour cause: la détérioration du réseau routier urbain est telle, que les exploitants de taxis ont cédé au découragement, préférant la desserte Lébamba-Mouïla (le chef-lieu de province) qui offre plusieurs avantages: recette consistante et route en bon état. D'autres ont tout simplement changé d'activité. Cité en plein essor, Lébamba a, pourtant, besoin d'un réseau de taxis digne de ce nom, pour assurer son développement, en facilitant les déplacements des biens et des personnes à travers le périmètre urbain. Malheureusement, les voies de communication, disions-nous, sont en piteux état.

En effet, en dehors du tronçon réalisé par l'entreprise chinoise Covic, qui traverse la ville de Lébamba de part en part, les voies reliant les différents quartiers, qui faisaient jadis la beauté de la voirie municipale louvanoise, sont aujourd'hui dans un état de délabrement très avancé. «



Le mauvais état de la voirie municipale a fait fuir les taxis.



Le tronçon Lébamba/Mouïla, en excellent état, a désormais la préférence des transporteurs urbains.

Les routes qui traversent nos quartiers sont en très mauvais état, avec des trous partout et la boue quand il pleut. Il est donc difficile de circuler sur ces routes, même à pied», se plaint Konaté, un conducteur de camion.

CARENCE • « L'état de délabrement très avancé de nos routes fait en sorte que tous les conducteurs de taxis de

Lébamba optent pour la liaison Lébamba-Mouïla, où la route est excellente et la recette très bonne», ajoute Hervé Mouengu, un responsable de la gare routière de Lébamba.

Outre le mauvais état de la voirie urbaine, les taxes municipales, jugées onéreuses, ne motivent nullement les promoteurs à se lancer dans cette activité de transport en commun.

En effet, dans une localité où une grande partie de la population vit de l'agriculture, de la chasse et de la pêche, payer une vignette municipale annuelle de taxi à plus de 60 000 francs a de quoi rebuter les bonnes volontés. D'où le découragement de plus d'une personne à s'investir dans l'activité de taxi. La coupe devient pleine lorsqu'on ajoute les tracasseries policières. « Nous n'avons pas de sociétés ici à Lébamba. Lorsque vous décidez de faire le taxi, vous êtes tout de suite découragé parce que la mairie vous exige le paiement d'une lourde taxe pour l'achat de la vignette», explique un ancien chauffeur de taxi qui a, depuis lors, changé d'activité parce que ne trouvant plus son compte dans ce job.

« Nous subissons quotidiennement de nombreux contrôles, et des amendes nous sont infligées alors que les recettes journalières ne sont pas si élevées que ça dans une ville de Lébamba dépourvue d'activités économiques», explique un autre ancien conducteur de taxi, qui dessert désormais l'axe Lébamba-Mouïla, plus lucratif. Conséquence immédiate: trouver un taxi dans le chef-lieu du département de la Louétsi-Wano relève désormais de la gageure. La nature ayant horreur du vide, des particuliers ou des tiers s'improvisant dans le transport en commun, communément appelés "clandos" ont récupéré l'affaire. Mais à quel prix ?

« Nous subissons quotidiennement de nombreux contrôles, et des amendes nous sont infligées alors que les recettes journalières ne sont pas si élevées que ça dans une ville de Lébamba dépourvue d'activités économiques», explique un autre ancien conducteur de taxi, qui dessert désormais l'axe Lébamba-Mouïla, plus lucratif. Conséquence immédiate: trouver un taxi dans le chef-lieu du département de la Louétsi-Wano relève désormais de la gageure. La nature ayant horreur du vide, des particuliers ou des tiers s'improvisant dans le transport en commun, communément appelés "clandos" ont récupéré l'affaire. Mais à quel prix ?

MISER • En effet, bien qu'utiles en ce qu'ils facilitent les déplacements des populations, ces transporteurs, non seulement éprouvent un malin plaisir à saucissonner les trajets, mais ont aussi, depuis, augmenté le tarif, le portant de 100 à 200 francs, pour mieux maximiser leurs gains. Au grand dam des usagers, contraints de se laisser tondre la laine sur le dos, faute d'alternative. « L'argent gagné nous permet, le plus souvent, d'assurer l'achat du carburant et des pièces détachées, les réparations, etc.», se justifie un clandoman.

C'est donc le client qui en pâtit. « A moins de 200 mètres, il faut déboursier 200 francs pour qu'un clando accepte de vous transporter», déclare Juliette Matsanga, commerçante.

Les plus malheureux sont les élèves, qui doivent rallier leurs établissements scolaires respectifs. Et, surtout, les malades se rendant à l'hôpital de l'Alliance chrétienne de Bongolo pour leurs soins. « Il est plus facile de se rendre à Ndendé, distant de 45 km de Lébamba, que d'aller à Bongolo (3 km) ou au lycée Daniel Didier Roguet, à 2 km du centre-ville. Et lorsque vous trouvez enfin un véhicule, il faut miser pour qu'il accepte de vous amener à votre destination», se plaint Ulrich Mbika, élève dans un lycée local, souvent victime de ce genre d'abus.



A la gare routière, il n'y a plus aucun taxi pour desservir le périmètre urbain.



Les clandos rendent beaucoup de services aux usagers, mais leurs tarifs sont onéreux.



Lébamba, une ville dépourvue d'activités économiques.